



**Communiqué de presse**

***Loi EL KHOMRI : Seul, doublement isolé face à l'opinion publique et à sa propre majorité, le gouvernement perd pied***

Le gouvernement, aux abois sur le volet social, menace d'interdire les manifestations de salariés pacifiques luttant pour leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail alors qu'il laisse casseurs et hooligans se livrer à toutes les exactions.

A Toulouse, Manuel VALLS menace d'envoyer les hordes de cosaques contre les salariés qui manifestent. La préfecture évoque des paramilitaires arpentant les rues au nom de la patrie russe, des casseurs professionnels cherchant les gallois, la police et les travailleurs pour en découdre... Elle met en garde : Le drapeau rouge de la Cgt serait une cible identifiée.

La Cgt dénonce ces menaces contre les populations, les salariés et leurs organisations.

Faire grève, manifester est un droit. La Cgt exige du gouvernement de prendre toutes les mesures pour permettre aux Haut-Garonnaises et aux Haut-Garonnais de vivre normalement. Toutes les garanties de sécurité doivent être réunies, sans tomber dans la dérive sécuritaire, afin de permettre l'expression des revendications sociales dans un cadre démocratique.

Dans cette optique, la préfecture doit permettre le meeting international et la manifestation unitaire du 20 juin programmés place Jean JAURES et réunissant responsables syndicaux Espagnols, Italiens et Français.

La Cgt dénonce l'incapacité du gouvernement à gérer la situation sociale qui expose les français à tous les périls. Elle en appelle au sens de la responsabilité du Président de la République, du Gouvernement et du Parlement.

La seule solution à la dangereuse fébrilité du gouvernement est le retrait du projet de loi EL KHOMRI et l'ouverture immédiate de négociations.

Toulouse, le 16 juin 2016